

## **Projet de déclaration inter-assos et collectifs – 1<sup>er</sup> décembre 2018**

### **Pour appel au 10 décembre**

Nous associations et collectifs d'habitants, concerné·es par le problème du mal-logement et du droit à la Ville, appelons ensemble l'ensemble des Marseillais·es à continuer à se mobiliser pour une autre politique pour la ville et un droit à un logement digne pour toutes et tous.

Après la marche blanche, la marche de la colère et la marche pour le logement du 1er décembre 2018, démonstration est faite que les citoyens de Marseille et notamment les personnes concernées par le drame de la rue d'Aubagne sont et continueront d'être mobilisés sur la question du logement indigne à Marseille.

Nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour faire pression sur les pouvoirs publics pour que ce type de catastrophe ne se reproduise plus.

Nous exigeons au vu de cette situation exceptionnelle que les pouvoirs publics mettent en place les mesures exceptionnelles indispensables afin d'éviter la confusion qui persiste depuis le 5 novembre, jour du drame, et accable cruellement les personnes victimes et évacuées sans que leur détresse soit correctement prise en considération et en charge.

Ce drame a révélé l'ampleur du désastre du logement indigne à Marseille, dénoncé depuis des décennies par les médias, habitant·es et nos associations et collectifs. Cette situation exceptionnelle est l'aboutissement de plusieurs décennies d'une politique municipale indigne qui a délaissé les habitants de la ville, particulièrement les plus pauvres et les personnes étrangères au profit d'opérations prestigieuses liées au tourisme et à la volonté de favoriser les populations les plus riches. C'est aujourd'hui l'ensemble de la ville qui manque de logements sociaux diffus plutôt que de ghettos urbains, d'espace publics, de transports, de services publics de qualité, d'école sûres et accueillantes, de protection des plus vulnérables.

Nous exigeons immédiatement l'arrêt des expulsions manu militari telles qu'elles ont lieu actuellement sur l'ensemble du territoire marseillais. La mise en sécurité des habitant·es doit pouvoir être faite avec des moyens à la hauteur des enjeux afin d'éviter d'alimenter la psychose et s'assurer que les droits et la dignité des personnes délogées soient respectés. Nous appelons pour cela à des actions de vigilance citoyenne. Nos associations, collectifs et

syndicats appellent pour cela à créer des collectifs d'habitant·es dans tous les quartiers de Marseille, à informer les habitant·es et particulièrement les évacué·es de leurs droits, à nous rassembler au pied des immeubles à chaque évacuation pour nous assurer du respect du droit des concerné·es. Nous dénoncerons également officiellement ces prochains le non-respect du droit par les pouvoirs publics.

Nous prenons acte des récentes déclarations effectuées par Monsieur le Ministre du Logement et Madame la Présidente de la Métropole pour l'accompagnement des délogé·es, la résorption de l'habitat privé indigne et l'expertise judiciaire des bâtis. Si ces annonces sont le fruit de notre mobilisation, nous serons vigilants quant à l'application concrète de ces annonces et les considérons encore comme insuffisantes.

Il aura fallu attendre des décennies, 8 morts de plus et une extraordinaire détermination citoyenne pour en arriver à faire ce qui relève des missions ordinaires d'une municipalité. Le comité de pilotage hebdomadaire proposé par la préfecture est également une première étape pour que les citoyen·nes disposent d'un moyen de contrôle sur la gestion de la crise. Les associations et collectifs de citoyen·nes doivent disposer d'un réel moyen de contrôle plutôt que d'un cadre consultatif. Nous resterons extrêmement mobilisés dès aujourd'hui pour que les conditions de mise en œuvre de ces mesures ne soient pas l'occasion d'opération de spéculation et de marginalisation des plus précaires, ni qu'elles en restent à une opération de communication politique. De nombreuses questions centrales restent en suspens : le droit au retour des personnes délogées, l'état du logement social, les moyens en terme humains et de logements pour assurer le relogement des habitant·es dans l'immédiat, qu'ils soient locataires ou propriétaires occupants et ce en passant notamment par la réquisition des logements vacants, l'encadrement des loyers etc.

Nous exigeons l'organisation d'un véritable plan d'expertise et de protection qui doit permettre immédiatement :

- La délivrance de toutes les arrêtés de péril ou d'insalubrité et la planification des expertises et de la procédure de relogement et d'accompagnement dès l'évacuation, quel que soit le statut ou la nationalité des occupants des logements

Nous exigeons également ensemble :

- La reconnaissance du caractère d'exception du sinistre actuel et de la situation sur la

ville

- des pouvoirs publics une intervention volontariste avec des moyens financiers et humains à la hauteur de l'ampleur de ce désastre, notamment en soutenant les associations qui font le travail d'accompagnement aux droits qui sont pour le moment laissées seules sur ce front mais également en termes de mobilisations d'experts et d'agents compétents au guichet unique de la rue Beauvau afin que l'accueil des concerné·es se fasse dans des conditions dignes en terme d'accompagnement psychologique, social, sanitaire et juridique.
- que l'ensemble des occupant·es délogé·es, quel que soit leur statut ou nationalité, aient accès aux mêmes droits et à un habitat digne et correspondant à leurs besoins
- La constitution d'une instance composée de l'ensemble des collectivités concernées, l'Etat, les collectifs d'habitants concernant l'avenir du quartier Noailles et plus largement la rénovation des logements évacués sur tout le territoire marseillais
- La réquisition des logements vides à la place des chambres d'hôtels proposées. Si les pouvoirs publics ne prennent pas de mesure immédiate en ce sens, alors nous prendrons nos propres responsabilités.
- Des mesures immédiates pour tou·tes les mal-logé·es, sans-logements et notamment les mineurs étranger·es non-accompagnés, avec entre autres choses la création de logements sociaux diffus et la maîtrise du parc privé.
- Le mise à plat de l'établissement public foncier, avec contrôle citoyen et une nouvelle gouvernance, pour permettre de gérer la résorption de l'habitat indigne, à commencer par les immeubles évacués ou déjà identifiés par les associations et rapports existants, avec l'assurance que des dispositions seront mises en œuvre afin que le droit au retour des personnes délogées soit respecté, que les loyers soient encadrés et que toute spéculation soit empêchée.
- Que toutes les instances mises en place le soient sous contrôle des citoyen·nes

Il s'agit pour nous d'obtenir que le droit au logement et le droit à la ville soient une réalité pour chaque citoyen de Marseille. Au-delà de la question du logement, ce drame et la gestion de cette crise ont révélé une nouvelle fois le visage d'une ville coupée en deux, au sein même de certains quartiers. Ici on construit un hôtel de luxe et à deux pas on laisse exploiter la misère. Ailleurs on ouvre des centres commerciaux tandis que nos écoles s'écroulent. Les croisiéristes affluent tandis que se déplacer au sein même de la ville est impossible faute de transports publics. Cette politique municipale qui dure depuis des décennies doit cesser.

Nous appelons le 5 décembre, jour anniversaire du drame du 63-65 rue d'Aubagne, à un deuil citoyen, puisque la Mairie ne met toujours pas en place de deuil municipal. Nous vous proposons de porter des brassards noirs et d'observer 8 minutes de silence partout en ville, à commencer par la rue d'Aubagne, en bas des effondrements, en mémoire des victimes.

Nous appelons également à maintenir la pression sur les pouvoirs publics et invitons l'ensemble des associations, travailleurs, habitants, syndicats, collectifs à s'unir le 10 décembre, dès 8h du matin devant le conseil municipal. Nous y porterons un manifeste commun pour un Marseille populaire. Nous exigeons vérité, justice et dignité, un droit à une ville faite pour toutes ses habitant·es et un logement digne pour toutes et tous.